

Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail 1er avril 2016

## Les décisions du médecin du travail enfin suivies d'effet !

A la demande du SNUP,  
le CHSCT va désormais vérifier que les préconisations et recommandations de la médecine du travail sont bien suivies d'effet.

 'est une revendication de longue date portée par le SNUP que de contraindre l'administration à suivre les préconisations du médecin du travail.

Nous sommes intervenus à plusieurs reprises, à l'aide malheureusement d'exemples précis, pour dénoncer les pratiques inadmissibles des services RH, comme celui de la gestion du temps, refusant de suivre les préconisations du médecin de prévention.

Dérogations horaires, aménagements du temps de travail, mi-temps thérapeutiques, autant de décisions du médecin soumises au « bon vouloir » de l'administration et des agents se voyant retirer leurs journées de salaire !

Grâce à la pugnacité du SNUP et de ses élus, les décisions des médecins du travail et de prévention vont enfin devoir être appliquées.

Ainsi, lors du CHSCT du 1er avril, 2016, ses membres devaient se prononcer notamment sur le programme d'actions de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail dans l'Etablissement Public pour 2016.

Il s'agit en fait ici, de lister des actions et de suivre leur mise en œuvre avec un qui fait quoi.

Le programme 2016 compte 5 axes, qui se subdivisent en 16 objectifs comptant en leur sein 35 actions au total.

Par exemple l'axe 4 s'intitule : « Prévention des risques professionnels ». Il compte 6 objectifs qui se déclinent en 11 actions.

Parmi ces objectifs figurent « le suivi des visites médicales ».

Aussi, le SNUP a demandé, dans l'objectif 7 relatif au « **suivi des visites médicales** » une action supplémentaire : « **Vérifier que les préconisations et recommandations de la médecine du travail soient bien suivies d'effet** ».

Cette demande a été acceptée par la présidente, Catherine Mayenobe et viendra donc s'insérer en lieu et place de l'action 19 ex « **fiabiliser les données utilisées par le service médical** ».

Au SNUP, on ne renonce pas et ça peut tout changer



La direction des ressources humaines de la CDC a refusé d'appliquer plusieurs décisions des médecins du travail de la CDC.  
Ainsi, la DRH remet en cause les fiches d'aptitude signées par nos deux médecins du travail, en refusant leurs prescriptions d'aménagement horaires, pour les personnels en situation de maladie ou de handicap.

En effet, seul le médecin du travail peut décider de l'aptitude ou de l'inaptitude des personnels à exercer leur travail. C'est lui également qui décide des conditions de la reprise de l'agent avec des aménagements ou non de son poste, de ses horaires, de ses tâches ou des conditions dans lesquelles il doit les exercer.

A la CDC, nous avons la chance d'avoir un service médical de proximité, avec des infirmières sur tous les sites ou presque.

Mais faut-il encore que cette médecine du travail soit préservée, avec des effectifs suffisants, le maintien et le développement des consultations de spécialistes gratuites etc...car la prévention est une priorité.

Et faudrait-il encore que les décisions et le pouvoir des médecins soient respectés.

Tous les personnels sont concernés.  
La maladie, le handicap peuvent nous contraindre à de longs arrêts de travail et à des reprises dans des conditions de mi-temps thérapeutiques ou d'aménagements horaires. C'est au médecin d'en décider.

Le SNUP vient de saisir Catherine MAYENOBE et le CHSCT pour faire respecter le droit.

Nous lui demandons un rendez-vous a'  
- Le respect des décisions des personnes handicapées  
- L'arrêt des prélevements sur procédure légale ou convention  
- Le maintien de règles d'aménagement horaires pour personnes handicapées

COURRIER ADRESSE A CATHERINE MAYENOBE  
du groupe CDC



www.groupecdecdcdepoids.fr

Paris, le 14 avril 2014

Madame la secrétaire générale, Monsieur,

Par courrier en date du 25 mars dernier, vous m'interrogez en ma qualité de présidente du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sur la situation des personnels en situation de handicap ou d'aptitude professionnelle. Vous estimez en effet que la direction des ressources humaines n'applique pas les préconisations des médecins du travail en matière d'aménagements horaires. Ces sujets ayant été soulevés lors des dernières réunions du CHSCT national, j'ai souhaité que ces derniers disposent d'un dossier détaillé. Il s'agirait du résultat du rapport des responsables aux instances publiques de façon à que nous puissions débattre de ces points sur des bases objectives et dénuées de toute ambiguïté.

Les équipes et une partie des ressources humaines sont en train de collecter l'ensemble des éléments et une note de la direction des ressources humaines sera très prochainement adressée aux membres du CHSCT national.

Croyant bien que pour comme les services des ressources humaines, je suis particulièrement sensible à ces enjeux ; ensemble, nous veillons au respect des réglementations et aux conditions de travail de l'ensemble des collaborateurs de la Caisse.

Je vous prie d'agréer, Madame la secrétaire générale, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Brigitte Comte  
secrétaire générale  
du CHSCT  
et de la Caisse  
de la Santé publique  
Ile-de-France

Catherine Mayenobe

C'est une très bonne nouvelle pour les personnels, pour nos médecins de prévention qui retrouvent leurs prérogatives et pour notre médecine du travail qui offre un véritable service public de santé au travail, ne demandant qu'à être développé.

## ASSEMBLEE GENERALE DES PERSONNELS Sous haut surveillance -Souriez vous êtes filmés !



6 avril 2016

### ANNONCE DES RESULTATS DU GROUPE CDC

**Pour saluer l'annonce des bons résultats du groupe CDC, les organisations syndicales ont invité les personnels en Assemblée Générale.**  
**Le but : montrer au directeur général notre détermination pour obtenir l'ouverture de négociations sur les rémunérations et une prime exceptionnelle significative à l'occasion du bicentenaire.**



CHSCT—01/04/2016 suite de la page 1

## UN PEU DE SERIEUX ET D'EFFICACITE

Dans le programme d'actions du CHSCT pour 2016 soumis à approbation, le 1er avril, figurait une action intitulée « **Poursuivre la négociation d'un accord QVT en 2016** »

Le SNUP a demandé que celle-ci devienne :  
**« aboutir à un accord QVT en 2016 »**

En effet, on ne va passer notre vie à négocier un accord QVT !

La négociation d'un accord QVT (ou autre) n'est pas en soi un programme d'action, c'est, pour le personnel, la déclinaison concrète des avancées issues de cet accord, qui constitue ce programme d'action.

### Des perspectives pour 2016

**La direction aura du mal à faire moins bien que 2015**, car le bilan du programme de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail a été désastreux

**Aucune action forte aboutie :**

lutte contre le RPS, fiabilisation des données médicales (en cours depuis 4 ans, mais en traitement maintenant), mise en place du document unique nouveau reporté en 2016...

Ce bilan a conduit à un vote CONTRE unanime des syndicats.

Grosse claqué pour la direction...

il va vraiment falloir qu'elle aboutisse en 2016....

Nos rémunérations sont bloquées depuis 2010 ! Le dégel timide du point d'indice annoncé par le gouvernement demeure toujours nettement insuffisant. Chez les salariés la NAO n'a abouti à rien ! **Il est donc grand temps que les résultats financiers de la CDC profitent également à ceux qui en sont les auteurs.**

Pourtant, le Directeur Général reste sourd à nos demandes. Il a, semble-t-il, préféré nous offrir une tablette numérique.

Pour le SNUP, s'il est toujours sympathique de recevoir un petit cadeau, nous considérons que **la reconnaissance de notre travail s'exprimera encore mieux par une expression monétaire sonnante et trébuchante sur le salaire, le traitement ou l'intéressement.**

C'est pourquoi, mercredi 6 avril les syndicats UNSA, CGT, SNUP, CFDT, FO et CFTC réunis en intersyndicale du groupe CDC ont choisi de remettre au Directeur Général des dizaines de tablettes en chocolat pour lui rappeler nos revendications sur le pouvoir d'achat et la demande d'une prime uniforme pour tous.

Les syndicats devraient se réunir à nouveau le vendredi 8 avril pour examiner les suites à donner.